

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 12/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17 juillet 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES**

294 Rue Benoît Perret  
73410 Entrelacs

Références : 20240717-RAP-Inspection-Pollution-Onyx\_vuTM.docx  
Code AIOT : 0006104307

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juillet 2024 dans l'établissement VEOLIA-ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté 294 Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs. L'inspection a été annoncée le 16 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courriel du 16 juillet 2024, le Service Eaux Environnement Forêt de la DDT de Savoie a transmis à la DREAL le signalement d'une pollution sur la commune d'Entrelacs provenant du site de la société Véolia -Onyx.

L'inspection a pour objet principal de constater si la société Véolia-Onyx est à l'origine de la pollution en hydrocarbure et de relever les mesures prises et celles qui sont à mettre en oeuvre afin de limiter la pollution et de dépolluer le cours d'eau.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA-ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- Agence Savoie 294 Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs
- Code AIOT : 0006104307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VEOLIA-ONYX est régulièrement autorisée, par un arrêté préfectoral du 10/05/07, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune nouvelle d'Entrelacs (ex-Albens). Le classement des activités a été mis à jour par arrêté du 29 juin 2022.

Le site qui occupe une surface totale de 33 000 m<sup>2</sup> est situé dans une zone à vocation artisanale, à l'écart des habitations. Une trentaine de personnes travaillent actuellement au sein de l'établissement, dont 4 seulement dédiées à l'exploitation des installations de tri, transit et regroupement de déchets (le gros de l'effectif est constitué par les transporteurs).

Les déchets, principalement des déchets d'activités économiques, proviennent de la Haute-Savoie, la Savoie et l'Ain.

L'établissement dispose d'une zone spécialement dédiée au stockage des huiles usagées comportant : 6 réservoirs d'une contenance totale de 240 m<sup>3</sup> associés à une rétention et une aire de dépotage.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de l'inspection il a été recueilli les informations sur les circonstances de l'incident et constaté les effets de la pollution sur l'environnement.

Déroulement de l'incident

Le mercredi 10 juillet 2024, un chauffeur de la société SEVIA s'est rendu sur le site de Véolia à Entrelacs pour y vider sa citerne suite à sa tournée quotidienne. Vers 15 heures, il raccorde la citerne à la cuve par le flexible mis à disposition sur le site ; selon ses explications il n'aurait pas ouvert complètement la vanne de remplissage de la cuve. Lors du dépotage, le flexible mis sous pression s'est rompu et l'huile s'est déversée sur l'aire de dépotage. Le chauffeur est rapidement intervenu pour arrêter la pompe du camion. Par ailleurs, le grutier de la société

ONYX s'est rendu au secours du chauffeur et a fermé la vanne d'isolement du site. Le responsable de la société SEVIA, en charge de l'exploitation de cette installation de stockage des huiles usagées, a été alerté de cet incident et un compte rendu nommé Flash a été transmis au responsable QHSE de SEVIA mais la société Véolia, exploitant l'établissement, n'a pas été averti.

Le responsable (SEVIA) a le jour même, mandaté la société JORLAND d'effectuer la remise en état du site consistant à nettoyer le camion, vidanger et curer le séparateur et les canalisations de l'aire de dépotage. Cette opération a été réalisée le lendemain, le jeudi 11 juillet 2024. Le responsable SEVIA a validé à distance de la remise en état de l'installation et a conclu qu'aucune pollution n'était à déplorer. Ce n'est que le lundi 15 juillet 2024 que la société a été avertie d'une pollution aux hydrocarbures par le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB). En conséquence, l'entreprise JORLAND a été une nouvelle fois mandatée pour les opérations de dépollution du cours d'eau.

Impacts sur l'environnement

Selon l'exploitant, la quantité d'hydrocarbures rejetée est évaluée, sur la base de la quantité d'huile contenu dans le camion-citerne lors de son entrée sur le site et les huiles récupérées lors de l'opération de pompage du séparateur d'hydrocarbures et des canalisations, environ à 1 m<sup>3</sup>.

Les opérations de dépollution du cours d'eau se sont déroulées sur trois jours. Elles ont consisté au pompage des nappes d'huiles, le curage des berges contaminées et l'évacuation des végétaux, branchages souillés. Toutefois, certains batraciens occupant le site ont été contaminés et présentent des signes d'affaiblissement.

Il faut noter que sur la période entre l'incident survenu le 10 juillet et la découverte de la pollution le 15 juillet, des épisodes orageux ont pu diluer et déplacer les polluants à l'aval de la zone de concentration de la dépollution.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 1- Item 5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prescriptions techniques applicables à l'ensemble de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - 4.7.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Collecte et stockage des huiles usagées	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5 - 1.2 et 1.6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prescriptions techniques applicables à l'ensemble de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - 6.3.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette visite d'inspection a permis de constater in-situ les impacts générés par le déversement

accidentel d'huiles usagées dans le milieu naturel ainsi que les mesures prises par l'exploitant pour remédier à cette situation. Par ailleurs, la présence d'autres services (l'OFB, l'ONF et le CISALB), a permis de faire le point sur les opérations de dépollution effectuées et à celles attendues.

La visite d'inspection a porté plus particulièrement sur les circonstances de l'incident et des mesures à mettre en œuvre afin qu'une telle situation ne se reproduise. En effet, il a été constaté plusieurs manquements dans les modalités d'exploitation relativement à l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007. En conséquence, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctives et amélioratives visant à accroître les mesures de sécurité lors des opérations de transvasement des huiles et éviter les actes de malveillance.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions administratives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 1- Item 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclarations accidents et incidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a été informée de la pollution aux hydrocarbures d'un cours d'eau sur la commune d'Entrelacs par le service Environnement, Eau et Forêts (SEEF) de la DDT73 le 15 juillet 2024. Selon les éléments recueillis par ce service, les faits se seraient déroulés en milieu de semaine 28, sur le site de Veolia - ONYX ARA suite à une mauvaise manipulation d'un chauffeur qui a entraîné un déversement d'huiles usagées dans le fossé situé en forêt domaniale à l'arrière du site. L'exploitant n'a contacté l'inspection des installations classées que le 16 juillet 2024 suite aux échanges avec les services de l'OFB, l'ONF et le CISALB qui ont rencontré le responsable d'exploitation du site afin de faire constater la pollution. En séance, lors de l'inspection du 17 juillet 2024, les responsables de la société Véolia ont reconnu leur erreur de ne pas avoir transmis l'information à la DREAL. L'incident s'est donc produit le mercredi 10 juillet vers 15 heures lors du dépotage d'un camion-citerne. L'alerte a été diffusée le jour même aux services QSE de Véolia, au niveau national, qui n'a pas relayé cette information auprès de la DREAL. Il est relevé la méconnaissance par l'exploitant et ses services de l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident survenus dans les installations de l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il a été rappelé que la responsabilité de l'exploitant ne peut être déléguée et qu'il lui incombe de faire part de tout incident ou accident dans le meilleur délai à l'inspection des installations classées. Aussi, il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions pour que ne se reproduise pas une telle situation et de formaliser les instructions relatives à l'information de l'inspection des installations classées lors d'un incident ou accident se produisant dans l'établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Prescriptions techniques applicables à l'ensemble de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - 4.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations, pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et quantités émises. Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront confinées sur les aires étanches d'une surface de 6000m <sup>2</sup> , par la mise en œuvre d'une vanne sur chaque exutoire des eaux pluviales. Les eaux recueillies sont traitées conformément aux dispositions du paragraphe 4.4 de l'article 2 ci-dessus.
<b>Constats :</b> L'incident provient de la rupture accidentelle du flexible de dépotage libérant une quantité importante d'huiles usagées sur l'aire de dépotage, engendrant alors la saturation du séparateur d'hydrocarbures qui s'est lui-même déversée dans le fossé. Il est constaté que le séparateur est équipé d'un flotteur. A cet égard, le système doit pouvoir se boucher automatiquement afin d'éviter une pollution par le déversement d'hydrocarbures ce qui n'a pas été le cas. De plus, la sortie d'évacuation des eaux pluviales n'est pas visible depuis le site ce qui n'a pas permis de confirmer l'absence de pollution du fossé lors de la fermeture de la vanne d'isolement et de s'assurer de l'étanchéité de cette dernière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures pour éviter tout déversement d'huiles usagées dans le fossé et notamment justifier du bon état de fonctionnement du système d'obturation du séparateur d'hydrocarbures en cas de saturation. Par ailleurs, il est demandé de formaliser des procédures pour subordonner les opérations de transferts des huiles à la fermeture de la vanne d'isolement durant les manœuvres de remplissage ou de dépotage des camions citernes. De plus, une visualisation de la sortie du conduit d'évacuation des eaux pluviales devra être réalisée afin de lever le doute en cas d'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Collecte et stockage des huiles usagées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5 - 1.2 et 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chargement des cuves
<b>Prescription contrôlée :</b> 1.2 : Des moyens physiques sont installés pour limiter les erreurs de manipulation.  1.6 : Préalablement à toute opération de transvasement l'exploitant s'assure que : <ul style="list-style-type: none"><li>• le lot est compatible avec le contenu de la cuve ;</li><li>• le transfert est mécaniquement possible et qu'il ne donne pas lieu à des écoulements.</li></ul>
<b>Constats :</b> Selon les déclarations du chauffeur ayant opéré au transfert des huiles usagées du camion-citerne vers la cuve de stockage, la vanne de la cuve n'aurait pas été ouverte complètement et le flexible a cédé sous la pression de dépotage du camion. Lors de l'inspection, il a été constaté que les organes de manœuvre d'alimentation des cuves sont de type robinet-vanne. Ces dispositifs ne permettent pas de visualiser si la vanne est en position ouverte ou fermée. Par ailleurs, les jonctions des canalisations et les vannes de barrage sont disposées dans un caisson assurant la récupération des égouttures. Toutefois le couvercle de ce dernier n'est pas muni de dispositif de verrouillage sécurisant l'accès aux raccordements de transfert des fluides des cuves. De plus, ces canalisations sont raccordées au bas des réservoirs ; aussi, les tuyauteries sont sous pression selon le niveau de remplissage des cuves.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre des dispositions permettant d'éviter tout erreur de manipulation des organes de manœuvre des cuves par les opérateurs mais également des actes de malveillances par des personnes non autorisées en : <ul style="list-style-type: none"><li>• mettant en place des consignes d'exploitation écrites sur les opérations de remplissage ou de vidange des cuves et la manipulation des organes de jonction et de manœuvre.</li><li>• remplacer les robinets-vannes existants par des dispositifs permettant de visualiser si la vanne est en position ouverte ou fermée.</li><li>• sécuriser l'accès aux dispositifs de jonction et aux vannes des cuves, en verrouillant leur accès ( condamnation du coffret, obturation par des bouchons cadennassés des jonctions, verrouillage des organes le manœuvre de chargement des réservoirs...)</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Prescriptions techniques applicables à l'ensemble de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - 6.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes écrites, sont établies, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• donner l'alerte en cas d'incident,</li><li>• mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,</li><li>• déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.</li></ul> Ces consignes spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les modalités d'intervention en cas de situations anormales ou accidentelles.</li></ul> L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.
<b>Constats :</b> Les conséquences de l'incident sont notamment dues à l'absence de communication entre la société SEVIA exploitante l'installation de regroupement et d'entreposage d'huiles usagées et la société VEOLIA-ONYX exploitante du site. De plus, aucune consigne sur un contrôle visuel de la sortie du réseau de collecte des eaux pluviales au fossé n'est formalisée en cas de déversement accidentel d'effluent polluant sur l'aire de dépotage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en place des procédures d'alerte spécifiques en cas d'incident ou d'accident sur l'installation de stockage des huiles usagées précisant notamment les personnes à alerter. De plus, l'exploitant doit compléter les mesures à prendre en cas d'incident de déversement accidentel sur l'aire de dépotage par un contrôle visuel du point de rejet des eaux pluviales de cette zone au fossé pour lever le doute de tout transfert de pollution dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois